

Janvier 2023



Publications des Services Economiques - Service Economique Régional de Belgrade

La veille agro Balkans occidentaux, mensuelle, a vocation à faire circuler au sein de la sphère d'influence française une sélection d'informations relatives aux politiques, à l'actualité et aux opportunités du secteur agricole et agroalimentaire dans les 6 pays de compétence du pôle agricole du Service Economique Régional de Belgrade : Serbie, Albanie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo, Macédoine du Nord, Monténégro. Le taux de change utilisé pour les conversions est celui moyen du mois. Les commentaires des rédacteurs sont précédés de ndlr et sont en italique.

Politiques économique, agricole, environnementale

SERBIE – Serbie et COP 27. *Danas – 14/01/23.* La COP 27 (Conférence des parties) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), signée par 197 pays, a eu lieu cette année en Égypte du 6 au 20 novembre 2022. Le gouvernement serbe était présent et a déclaré que, par rapport à la période 1961-1990, l'augmentation de la température annuelle moyenne au cours de la période 2008-2017 était supérieure de 1,5 degré, et dans certaines parties de la Serbie de plus de 2 degrés, et estime le coût des conséquences à 6,8 milliards d'euros. La Serbie est touchée par les pénuries d'eau ou des inondations. Une étude de juillet 2022 intitulée "Dégradation des terres et changement climatique en Serbie", (L. Životić et Ana V. Vimić facultés de Belgrade), indique qu'au cours de la période 2041-2060, en ne tenant compte que des conséquences du changement climatique, 53 % des terres serbes seront exposées à un risque modéré de désertification, et 30 % à un risque élevé.

SERBIE – Budget 2023 et secteur agri. Le budget du MinPolj pour 2023 est d'environ 80 milliards de dinars (683 MEUR), en légère hausse, pour accompagner un demi-million d'exploitations (98% familiales et en polyculture élevage). 90% du budget provient de l'Etat, 7% (47 MEUR) d'aide financière de l'UE (IPARD), et le reste d'emprunts à l'étranger et de dons d'organisations multilatérales. Beaucoup de spécialistes considèrent qu'ils devraient être deux fois plus important pour permettre la modernisation nécessaire et endiguer la dépopulation rurale. 90% du budget sont des subventions destinées à "l'amélioration de la production et la stabilité du revenu des producteurs". Elles sont assez peu couplées à la production (prime au lait, aides surfaciques) et représentent plutôt un filet de sécurité social, loin des objectifs ambitieux de la stratégie de développement rural 2021-2024. Ce manque d'investissement dans son secteur (parc matériel ancien, vieillissement des agriculteurs, formation pas adaptée aux évolutions rapides des techniques) explique la faible croissance (0,45% en moyenne sur 30 ans) que connaît ce secteur depuis de nombreuses années.

SERBIE – Aide gouvernementale aux producteurs de tournesol. 2,2 milliards de RSD (19 MEUR) seront alloués aux producteurs de tournesol comme complément de revenu sur la base de la production 2022 : 66 EUR/tonne seront plafonnés à 200 tonnes. L'objectif affiché est de préserver la sécurité alimentaire de la population et d'atténuer les conséquences de l'augmentation des prix de production et de la sécheresse.

SERBIE – Changement de stratégie autour d'E-Agrar. Le Minagri serbe annonce le lancement d'une campagne d'enregistrement individuel aux guichets de la Poste pour le futur bénéficiaire du système informatique E-Agrar, annoncé pour le second trimestre 2023. Les agriculteurs doivent retirer leur eID, numéro personnel d'identification, au guichet de la poste après avoir téléchargé une application sur leur smartphone pour une signature électronique. Cette identité électronique est en place depuis plusieurs années pour les citoyens serbes qui veulent bénéficier des services du e-gouvernement. Les agriculteurs qui ne possèdent pas de téléphones doivent obtenir un certificat électronique qualifié (KES) auprès des postes de Police qui remplace la signature d'une personne dans l'échange électronique de données. *Ndlr : une rencontre de la ministre de l'agriculture confirme la volonté du ministère de mettre en service le système E-agrar au second trimestre 2023. Il comportera le registre des agriculteurs et une possible télédéclaration pour 3 aides publiques au secteur. La ministre a confirmé que NALED (plateforme d'ONG, d'entreprises et de collectivités financé par USAID, et souvent chargé par le gouvernement des chantiers de digitalisation de l'administration) pilotait ce premier module, mais qu'elle avait l'ambition de traiter rapidement plus de dispositifs de soutien, et que ce serait désormais Biosense qui piloterait son développement. La rencontre avec le directeur de Biosense M. Crnojevic pour discuter d'un possible partenariat avec IGN FI fait ressortir que ce dernier entend développer l'outil avec des ressources internes et que la compatibilité de cet outil avec les exigences européennes pour le futur système intégré de gestion et de contrôle (SIGC), pourtant obligatoire pour la clôture du chapitre 11 des négociations d'adhésion, n'est pas une priorité du gouvernement.*

MACEDOINE DU NORD – Lancement appel d'offre conseil en remembrement des terres.

Le projet financé par l'Union européenne "Amélioration du remembrement des terres en Macédoine du Nord", cofinancé et mis en œuvre par la FAO a annoncé un appel d'offres public (Numéro de référence : 2023/CSAPC/REUDD/ 120213) pour la fourniture de "Services de conseil pour le remembrement des terres en Macédoine du Nord – région de Ciflik". Les soumissionnaires doivent répondre d'ici le 20 février.

MONTENEGRO – Lancement appel d'offre jumelage appui à la préparation de la mise en œuvre de la PAC. Un jumelage d'un montant de 1,9 MEUR intitulé « Strengthening Capacities in Agricultural and Rural Development Sector for future CAP Implementation » doit sortir au second trimestre 2023.

BALKANS OCCIDENTAUX – Rapport du Parlement européen. Le Parlement européen a adopté le 18 janvier le rapport annuel sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), (adoptée par 407 voix pour, 92 voix contre et 142 abstentions) rédigé par David McAllister, président de la commission des affaires étrangères (AFET). Le rapport aborde à plusieurs reprises les Balkans occidentaux. « L'agression militaire injustifiée de l'Ukraine par la Fédération de Russie » est au cœur du rapport. Elle constitue une menace pour la stabilité de nombreux États membres de l'UE, ainsi que ceux de son voisinage. La résolution met particulièrement l'accent sur les pays des Balkans occidentaux et du Partenariat oriental, qui "ont besoin d'une résolution pacifique des conflits, d'une stabilité et d'une sécurité accrues et d'une coopération mutuelle". Dans la partie de la résolution qui fait référence à la **Serbie**, les députés ont exprimé leur regret pour le faible niveau d'alignement d'alignement sur la PESC, notamment en ce qui concerne la guerre en Ukraine. Ils ont souligné "l'importance d'un alignement complet des pays des Balkans occidentaux sur la politique étrangère et de sécurité de l'UE, en particulier sur sa politique de sécurité de l'UE, en particulier sa politique de sanctions contre les pays tiers". Le Parlement européen "réitère sa position selon laquelle de nouveaux chapitres de négociation ne devraient être ouverts que lorsque la Serbie renforcera son engagement de réforme dans les domaines de la démocratie et de l'État de droit et qu'elle démontrera qu'elle s'aligne pleinement avec la PESC" et "rappelle que la Serbie, en tant que pays qui s'efforce de parvenir à l'intégration européenne, doit adhérer aux valeurs et droits communs de l'UE". La résolution salue le

statut de candidat accordé à la **Bosnie-Herzégovine** et exhorte les acteurs politiques à faire preuve d'engagement pour à mettre en œuvre les réformes nécessaires. Le Parlement européen a également appelé la Commission et le SEAE d'aider la Bosnie-et-Herzégovine à mettre rapidement en œuvre les priorités essentielles et à éviter un retour en arrière dans les politiques nationalistes du le passé". La résolution accueille la demande d'adhésion du **Kosovo** à l'UE en demandant que les cinq États membres qui ne reconnaissent pas l'indépendance du Kosovo le fassent et soulignant "l'urgente nécessité d'intensifier le processus de dialogue Pristina-Belgrade mené par l'Union européenne dans le but de normaliser les relations bilatérales sur la base de la reconnaissance mutuelle". Le PE a également salué le l'ouverture des négociations d'adhésion avec **l'Albanie et la Macédoine du Nord** et a exhorté "toutes parties concernées à poursuivre les mesures nécessaires pour permettre leur progression rapide". La résolution réaffirme le soutien du PE l'avenir européen des pays des Balkans occidentaux et invite les États membres "à renouveler leur engagement en faveur de l'élargissement en respectant les engagements de l'UE envers les pays des Balkans occidentaux". La résolution soulignait la nécessité d'une "communication plus active et efficace " pour promouvoir les avantages de l'élargissement et les relations entre l'UE et les pays des Balkans occidentaux.

BALKANS OCCIDENTAUX – Bilan du processus de Berlin. Selon une analyse de l'Institut viennois d'études économiques internationales (WiiW), peu de résultats sont observés en ce qui concerne les quatre objectifs initiaux du processus de Berlin, lancé par l'Allemagne en 2014 comme plateforme pour une coopération de haut niveau entre l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie, ainsi que 9 États membres de l'UE, dont la France. Le processus est prolongé depuis et conduit à un sommet annuel (dernière en 2022 à Berlin). Le processus de Berlin a quatre objectifs déclarés : la résolution des problèmes bilatéraux entre États des BO, la réconciliation au sein et entre les sociétés de la région, l'amélioration de la coopération économique régionale et la création d'une base pour une croissance durable. L'adhésion à l'UE n'est pas l'objectif explicite du processus. Selon l'analyse de WiiW, quatre raisons expliquent les faibles réalisations : ce processus est considéré par les BO comme un mauvais substitut à l'élargissement de l'UE ; il leur semble imposé ; il ignore certains problèmes économiques et sociaux les plus importants de la région ; et enfin les politiciens locaux n'avaient peu d'incitations politiques à faire avancer le projet. Les recommandations de la WiiW : il faut urgemment faire de l'adhésion des pays des Balkans occidentaux à l'UE comme le premier et le plus important objectif le plus important du processus de Berlin. Le processus ne doit pas se concentrer uniquement sur les BO mais sur les acteurs de l'UE également. Un soutien financier plus important doit être apporté à la région afin d'accroître le développement et de réduire les inégalités sociales. Il faut fusionner avec l'initiative de coopération régionale Open Balkan qui engagent plus les BO.

SERBIE – L'inflation a atteint 12% en 2022 et les prix des produits alimentaires près de 33,6%, selon le rapport publié hier par l'Office statistique (RZS). RZS a publié hier des données sur les prix des produits agricoles et de la pêche en novembre, indiquant qu'ils étaient en moyenne plus élevés de 33,6 % qu'en novembre 2021. La plus forte croissance en glissement annuel de 80% a été enregistrée pour les produits de l'élevage, dont le lait qui a augmenté de 91 % et les œufs de 46 %. En un an, le prix des pommes de terre a augmenté de 67 %.

SERBIE – La détérioration de la relation avec l'UE serait couteuse pour la Serbie. Milojko Arsic, professeur à la Faculté d'économie de Belgrade, a défendu que la détérioration de la relation avec l'Union européenne serait très défavorable pour l'économie de la Serbie. "Nous dépendons de l'UE car nous exportons la plupart de nos produits vers ces pays. La plupart des investissements proviennent de ces pays, et nous recevons également des soutiens". "La récession mondiale sera profonde et de longue durée. L'inflation en Serbie sera durable et restera à un niveau élevé.

SERBIE – Rééchelonnement de dettes dans l'horticulture. *Minagri 18/01/23.* La Banque nationale de Serbie a adopté le 24 janvier une décision permettant le rééchelonnement des prêts

agricoles pour les débiteurs engagés dans l'achat et le stockage de fruits dans le but de, « afin de permettre une gestion adéquate du risque crédit dans des conditions de production défavorable. » Selon la Banque la baisse de la demande et la dynamique défavorable des prix des framboises sur le marché international, les opérateurs de la filière framboises surgelées sont dans une situation particulièrement difficile. La banque centrale permet donc le rééchelonnement du paiement de leur dette de six à douze mois, au maximum.

SERBIE – Retard de paiements agricoles. *VIP – 27/01/23.* La ministre de l'agriculture Jelena Tanaskovic a dû réagir face à des agriculteurs mécontents qui reprochent au gouvernement des retards de paiement des aides. Elle a précisé qu'en effet environ 15% des bénéficiaires n'avaient pas été payé car ils n'avaient pas encore reçu la décision juridique définitive dans les temps et qu'un montant supplémentaire de 15 milliards de RSD est réservé pour eux et ils seront payés en février. Elle a expliqué que fin janvier, la subvention aux producteurs de tournesol serait payée en totalité. Le 6 février, les primes pour le lait du quatrième trimestre 2022 seront payées. Elle a déclaré que 22 000 agriculteurs ont obtenu leur numéro d'identification, première étape d'e-Agrar. Ce système permettra aux agriculteurs de connaître en temps réel où en est leur paiement.

SERBIE – Point agriculture biologique. Le 31 décembre 2022 le cadre juridique 'd'appui au secteur bio a été modifié, la demande de subventions se fera dorénavant sur la base d'appels d'offre publics. En 2021, les exportations de produits biologiques ont représenté 57,4 millions d'euros (en hausse de 50%). Un tiers part en Allemagne (18,3 millions d'euros) puis aux États-Unis, aux Pays-Bas, en France (4,2 MEUR), en Pologne, au Canada et en Italie. Près de 80% sont des petits fruits congelés (framboises, myrtilles, cerises). La secrétaire générale de l'Association nationale pour le développement de la production biologique "Serbia Organica" a déclaré que les exportations de fruits congelés ont atteint 45 millions d'euros. L'année dernière, "Serbia Organica" a lancé la campagne promotionnelle "Je pense à nous - j'achète bio" afin d'attirer l'attention des consommateurs et du grand public sur la valeur de la production biologique, prometteuse en Serbie. Le budget de l'Etat dédie 5 MEUR (577 MRSD) pour soutenir le secteur (conversion), dont 2/3 pour l'élevage.

Politiques commerciales, innovation

SERBIE – Relations commerciales avec les Emirats. *VIP - 14/01/23.* Un accord de libre-échange avec les Émirats arabes unis (EAU) pourrait être signé d'ici mi 2023. Les Émirats arabes unis sont un marché prometteur pour l'exportation d'œufs de poule, de noix, de canneberges, de myrtilles, de légumes congelés et de légumes secs. Les EAU importent plus de 80 pour cent de leurs produits alimentaires et représentent une plateforme pour la région. La Chambre de commerce serbe (PKS) a présenté le potentiel pour la Serbie, y compris dans le secteur agroalimentaire. Le commerce des fruits existe déjà (pommes fraîches, et fruits rouges congelés). Il faut travailler sur les certificats d'exportation de viande de bœuf et d'agneau et de produits transformés, ainsi que pour les produits laitiers. Ce marché est spécifique et a ses propres habitudes, comme le montre les résultats de la Grande-Bretagne, d'où proviennent la plupart des marchandises des EAU. D'ailleurs, les framboises et autres fruits serbes passent par le biais d'intermédiaires britanniques. La Serbie doit être présente à la foire "Galfood"

Politiques alimentaires et sanitaires

RAS.

Actualités Filières

SERBIE – Producteurs de lait mécontent de la chute des prix européens. *Daily News – CAA 30/01/23* Plusieurs manifestations de producteurs de lait ont été organisées pour protester contre la réduction du prix d'achat du lait et l'importation de grandes quantités de lait en provenance de l'Union européenne, de Pologne et de Hongrie notamment. Pourtant récemment, l'Association pour l'élevage et la transformation des produits d'élevage de la Chambre de commerce serbe (PKS), Nenad Budimovic, saluait la bonne mise en œuvre des soutiens et la hausse du prix d'achat du lait cru par les laiteries de Serbie ont contribué à la stabilisation de la production de lait sur le marché local. Il déclarait que l'entreprise Imlek (acteur dominant du marché à la réputation de piètre acheteur – 6 laiteries dans la région - propriétaire Mid Europa) montrait l'exemple en payant le litre de lait plus cher que le prix moyen dans l'Union européenne qui est d'environ 570 EUR/1000 litres (450 en France début 2023). En signe de de protestation, ils ont déversé du lait et ont demandé au gouvernement de prendre des mesures urgentes pour sauver les producteurs de lait nationaux, notamment un quota d'importation (déjà mis en œuvre par le passé). Ils demandent également un prix minimum de 80 RSD/litre (0.68 EUR), un doublement de la prime au lait pour les deux premiers trimestres 2023 portée de 10 à 20 RSD/litre, et que l'aide à l'achat de bétail soient portées à 40 000 dinars par tête pour cette année.

NDLR : Mais la chute des prix européens s'est amorcée en début d'année. Selon Mlekoprodukt (laiterie de Savencia en Serbie, troisième acteur du marché avec 35 millions de litres transformées) les importations importantes de lait s'explique par l'écart entre le prix élevé payé en Serbie dernièrement par les laiteries et le prix du lait payé par les laiteries européennes maintenant très inférieur, due à une surproduction. Le différentiel a induit ces mouvements de lait (malgré les couts d'approche et les tarifs douaniers) et la baisse du prix sur le marché serbe. Selon la laiterie, les prix payés actuellement de 400 à 500 EUR/1000 litres restent rémunérateurs pour les éleveurs. Les prix payés récemment de 80 RSD/l (680 EUR/1000 litres) sont intenable selon les industriels, pour que les produits finis (fromages) soient achetés par les consommateurs.

SERBIE – Toujours plus de carpes importées. *Executive Newsletter – 16/01/2023* - 520 tonnes de carpes d'une valeur de 1,9 million d'euros a été importé en Serbie au cours des 11 mois de l'année dernière, en hausse de 300%. Selon les données de la Chambre de commerce serbe (PKS), au cours des 10 dernières années, la production serbe est en baisse constante. Il y avait jusqu'à 15 000 hectares d'étangs à carpes contre 5 000 aujourd'hui. Sur les 11 anciens grands étangs de Serbie, seuls trois ont survécu, et deux seulement fonctionnent à pleine capacité. Le poisson de rivière est maintenant importé de Thaïlande, de Croatie, d'Espagne et du Vietnam. PKS déclare que l'une des mesures clés pour la relance de la production serait la suppression des redevances d'eau sur tous les terrains pour les étangs piscicoles. "Tous les frais d'eau devraient être supprimés, comme cela a été fait en République tchèque, par exemple. En Croatie, elles ont été réduites de huit fois, et en plus, le gouvernement encourage les producteurs locaux, en payant 1 euro par kilo de poisson exporté (uniquement vers la Serbie)", explique Mirjana Miscevic de PKS.

SERBIE – Tension sur le marché des levures boulangères. *CAA 18/01/23.* Le marché de la levure fraîche boulangère serbe, estimé à environ 13.000 tonnes par an, est perturbé depuis 6 mois par le développement rapide d'opérateurs biélorusses et russes, qui bénéficient d'un avantage comparatif lié au coût de l'énergie. En effet, l'offre des entreprises européennes subit une hausse des couts de l'énergie, or les levures sont fabriquées à partir de mélasse, sous-produit de l'industrie sucrière. Le cout de la mélasse a été multiplié par 3 depuis le début de la crise. Les autres ingrédients chimiques nécessaires (acide, ammoniac) se sont également fortement renchérissés. Un opérateur biélorusse en joint-venture avec des intérêts allemands se développent très rapidement, près de 30% de part de marché en 6 mois, impactant fortement les opérateurs européens.

SERBIE – Nouveaux investissements émiratis. *VIP 24/01/23.* Al Dahra en Serbie annonce de nouveaux investissements. Al Dahra Serbia est une branche de la société agricole émiratie Al Dahra, qui avait en 2018, racheté des actifs (17.000 ha pour la production de luzerne séchée qui est exportée vers les Emirats) de l'ancienne entreprise publique PKB Corporation. Elle a annoncé un nouveau cycle d'investissements, et a continué à travailler sur le projet d'irrigation et de drainage des terres qui se déroulera en deux phases et durera quelques années. Au cours des années précédentes, la société a investi plus de 85 millions d'euros dans la modernisation de la production, la rénovation des infrastructures existantes. Les investissements concernent notamment des vergers intensifs (pomme).

ALBANIE – Surproduction d'huile d'olive. *Albanian daily news - 25/01/23.* 100 000 agriculteurs cultivent près de 11 millions d'oliviers en Albanie, en hausse de 30% par rapport à la décennie précédente selon INSTAT, cela a conduit à une surproduction en 2022, avec 40 % d'huile produite en plus qu'en 2021, soit l'équivalent de 26 000 tonnes. La surproduction s'explique par l'augmentation continue de la superficie, et le rendement élevé en 2022, une "bonne année" de production", selon les experts. Le vice-ministre de l'agriculture Dhimo Kote souligne que les nouvelles techniques de culture, le climat clément, les subventions gouvernementales et la prise de conscience par les agriculteurs de la valeur du produit ont également contribué à cette situation. Le manque de débouchés a conduit à une explosion des stocks. 95 % de la production serait vendu de manière informelle en bouteille plastique. La solution passe par le développement des exportations d'huile d'olive, très faibles. En 2022, 200 tonnes d'huile d'olive ont été exportées vers les États-Unis, la Chine ou encore vers les pays arabes. Entre 1962 et 1967, sous le régime communiste, l'Albanie était l'un des 15 plus grands producteurs d'huile d'olive au monde, selon la FAO. Le gouvernement lance un projet (phase de consultation des agriculteurs) pour travailler sur la planification de la production, la réalisation d'analyses de sol pour optimiser la fertilisation, créer des points de collecte et de traitement, promouvoir les syndicats de production d'huile d'olive et la création de marques certifiées d'huile d'olive pour chaque région du pays. Les fonds destinés à financer ce projet proviendront du programme IPARD de l'UE et seront d'abord utilisés dans les municipalités de Kuçova, Roskovec, Vlorë et Patos. "Le temps est venu pour les agriculteurs de se regrouper pour la production et la vente, seule solution pour créer une marque d'huile d'olive en dehors de l'Albanie. La régionalisation, la création de la marque en fonction des régions, c'est-à-dire l'union des agriculteurs, reste la seule solution pour augmenter les exportations d'huile d'olive", a déclaré M. Kote. L'IPARD III doit injecter quelque 112 millions d'euros dans le secteur agricole du pays, sur la période 2021-2027. L'objectif d'exportation est de 500 t en 2023. Des entreprises italiennes ont manifesté leur intérêt, avec lesquelles le ministère négocie par l'intermédiaire de l'ambassade d'Italie", a indiqué le vice-ministre.

ALBANIE – Le secteur vitivinicole dans Decanter. *Albanian daily news - 23/01/23.* Pour la première fois des pages du prestigieux magazine mondial "Decanter" sont dédiées au vignoble albanais. La ministre de l'agriculture et du développement rural, Frida Krifca, a partagé l'article de "Decanter" et a déclaré que "après l'approbation de la nouvelle loi sur la viticulture et le vin, nous travaillons à l'achèvement du cadastre des vignobles, tout en développant l'appui aux vignerons et aux producteurs de vin". Le Premier ministre Edi Rama a partagé également l'article, en soulignant le potentiel extraordinaire pour la production de vins de qualité mis en avant par l'œnologue Joseph Darell. Malgré une vieille tradition vitivinicole (8e siècle avant J.-C.), l'Albanie n'en est qu'à ses débuts, car elle a connu des périodes sombres comme pendant la période communiste où les vignerons ont dû céder leurs raisins aux usines d'État qui produisaient des volumes de vin de qualité douteuse", souligne l'article. "Après l'effondrement du communisme et l'arrivée de l'économie de marché l'économie de marché s'est installée au début des années 1990, des milliers de vignobles ont été abandonnés ou convertis à d'autres usages agricoles par de nouveaux propriétaires terriens avec des souvenirs amers des dictats de l'ancien régime". Plus récemment, de plus en plus d'œnologues et de viticulteurs avant-gardistes investissent avec des consultants viticoles étrangers de France et d'Italie".
[Wines from Albania: diamonds in the rough - Decanter](#)

Agenda : visites, visites de haut-niveau, conférences, séminaires, salons.

SERBIE – Rencontre de la ministre de l'agriculture. 17/01/23 -CAA. L'ambassadeur de France et le CAA ont rencontré Jelena Tanasković, nommée le 23 octobre, au sein du gouvernement Brnabić III, ministre en charge de l'agriculture, des forêts et de la gestion des eaux. Elle succède à Branislav Nedimović qui occupait depuis 6 ans le poste. Elle a occupé précédemment les postes de secrétaire d'État au ministère des finances et au ministère de la protection de l'environnement. Elle était accompagnée de Vedrana Ilić, directrice générale pour les relations internationales et de Maja Grbić, directrice de l'eau. La nouvelle ministre serbe de l'agriculture n'a aucune référence dans l'agriculture, et a plutôt un profil financier. Elle est réputée une proche du Vice-Premier ministre et ministre des finances Sinisa Mali et a montré dans ses précédentes fonctions comme secrétaire d'Etat aux finances puis à l'environnement sa capacité à obtenir des arbitrages budgétaires favorables. Elle s'est montrée à l'écoute et ouverte à la coopération avec la France. Sans formuler de réelle demande précise, elle a exprimé de l'intérêt sur les sujets proposés par la France sur la sécurité sanitaire et le système intégré de contrôle et de gestion. En réponse aux points portés par la France, elle a précisé que la Serbie n'a pas l'intention d'adhérer à l'initiative FARM pour la sécurité alimentaire mondiale, mais son ministère la suit de près. Elle est prête à organiser une réunion de travail dédiée pour mieux faire comprendre les besoins de formation formulés par le ministère de l'agriculture via le ministère de l'intégration européenne pour 2023 (contrôles officiels et étiquetage en agriculture biologique, nouvelle architecture environnementale et climatique pour la politique agricole commune (PAC), smart AKIS). Elle a exprimé spontanément son besoin de soutien pour la préparation au contenu du chapitre 12 « sécurité sanitaire, politique vétérinaire et phytosanitaire ». Elle avait rencontré récemment la ministre de l'intégration européenne Tanja Mišćević, avec qui elle a fait le point sur le chantier législatif important qu'elle doit entreprendre (près de 17 lois à écrire ou amender). Elle espère le lancement en 2023 d'un appel à candidature de l'UE pour un jumelage sur ce chapitre. Enfin, interrogée sur la loi sur les signes de qualité, elle a rappelé que la loi était prête mais devait être examinée par des experts, mais aucun élément de calendrier n'a été donné.

SERBIE – Agro Fair Belgrade 2023. 26/01/23. CAA. Le conseiller agricole régional a participé à l'ouverture officielle de la quatrième édition de la foire internationale des fruits et légumes et des vins au parc des expositions de Belgrade. Durant trois jours, Agro Fair annonce rassembler 500 exposants de Serbie et de la région : producteurs de fruits, de légumes et de raisins, de plants et semences, transformateurs, fournisseurs de machines, d'équipements agricoles et de produits phytopharmaceutiques. Dans la réalité, c'est une foire assez modeste (2 halls seulement du parc des expositions, très orienté machinisme agricole. Un programme de conférence était organisé (perspectives du marché en 2023, adaptation à l'impact du changement climatique, développement de la main-d'œuvre, numérisation de l'agriculture, financement, transports), mais avec une trentaine de participants au maximum. La ministre de l'agriculture, de la forêt et de la gestion de l'eau @jelena Tanaskovic a accueilli ses homologues de la Republika Srpska de Bosnie-Herzégovine, de la Macédoine du Nord et du Monténégro, @Savo Minic, @Ljupco Nikolovski et @Vladimir Jokovic, ainsi que plusieurs représentations diplomatiques. Notamment l'ambassadeur des USA et celui des Pays-Bas ont fait des déclarations. Les Etats-Unis étaient particulièrement visibles sur le salon. Ils apparaissaient comme sponsor principal de l'évènement. En creusant, il s'avère qu'un projet financé par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), nommé « Big Small Businesses » (18,2 MUSD sur la période 2022-2027) et mis en œuvre en partenariat avec ACIDI/VOCA, J.E. Austin Associates, Center for Advanced Economic Studies (CEVES) et la Fondation Ana et Vlade Divac, prenait en charge cette participation. Ce projet ([About Us - Velika Mala Privreda](#)) a vocation à allouer à un millier de jeunes agriculteurs des bourses de mentoring et des aides pour acquérir des machines agricoles.

ALBANIE – Directeur de la FAO à Tirana. Lors de sa visite en Albanie, le directeur général de

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Qu Dongyu a été reçu par le Président Bajram Begaj et le Premier ministre Edi Rama. La ministre de l'agriculture et du développement rural, Frida Krifca, a déclaré lors de la réception présidentielle organisée en son honneur, « son optimisme quant à l'intensification de la coopération avec la FAO dans un avenir proche et espérer voir des albanais dans les rangs du personnel et des experts de la FAO. Un plan décennal de sécurité alimentaire du pays doit être construit elle souhaite le soutien de la FAO. La ministre a également mis l'accent sur la question du remembrement des terres, qui reste un élément clé de l'agriculture albanaise actuelle et un des plus grands défis. Leur objectif est également d'atteindre 1 milliard de dollars d'exportations pour 2030. » Pour sa part, le directeur général Qu Dongyu, a exprimé sa volonté de renforcer la coopération avec l'Albanie pour garantir les 4 Betters (meilleure production, meilleure nutrition, meilleur environnement et une vie meilleure), et s'est dit inspiré par la visite sur le terrain pour voir des exemples d'agriculture durable en Albanie.

Retrouvez les précédents numéros et les autres publications du Service Economique Régional de Belgrade

à l'adresse : www.tresor.economie.gouv.fr/pays/Serbie

Responsable de la publication : M. Pierre Grandjouan

Version du 31 janvier 2023

Rédigé par : Alexandre Martinez

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Belgrade (adresser les demandes à alexandre.martinez@dgtrésor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : alexandre.martinez@dgtrésor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.


MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*


MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE
*Liberté
Égalité
Fraternité*